

Le tourisme face au regain d'incertitude lié à l'escalade tarifaire ¹

L'Alliance suit depuis le début de 2025 les effets de la guerre commerciale entre les États-Unis et le Canada sur le secteur touristique québécois.

L'impact des tarifs douaniers sur l'économie canadienne et québécoise s'est avéré moins important que prévu : l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) a jusqu'à présent permis à la grande majorité des exportations canadiennes vers les États-Unis d'échapper aux différents droits de douane imposés au cours de la dernière année. Il n'en demeure pas moins qu'il s'est perdu 28 600 emplois et que le PIB réel stagne au Québec depuis janvier 2025.^{2,3}

Or, l'escalade commerciale entre le Canada et les États-Unis ravive l'incertitude chez les ménages et les entreprises. Rappelons qu'à la suite de la récente décision du premier ministre Carney de suspendre les négociations commerciales avec les États-Unis, ces derniers ont imposé, à compter du 22 août, des droits de douane de 50 % sur des produits canadiens totalisant environ 28 G\$ en vertu de l'article 338 du *Tariff Act of 1930*. Le Canada a ensuite décidé d'imposer à son tour, à compter du 8 septembre, des droits de douane d'un montant équivalent.

Cette édition de l'Escale économique s'intéresse aux répercussions envisageables de cette nouvelle escalade commerciale sur l'activité touristique au Québec.

L'impact économique de l'escalade commerciale

L'échec des récentes négociations commerciales a mené à l'imposition de nouveaux droits de douane américains sur une partie des exportations canadiennes auparavant protégées par l'ACEUM. Selon la Banque Nationale du Canada (BNC), ces nouveaux droits auront pour conséquence de doubler le taux tarifaire effectif moyen appliqué aux exportations canadiennes vers les États-Unis à environ 6 % (ce qui place le Canada légèrement en meilleure posture que la moyenne des partenaires commerciaux des États-Unis). Malgré tout, la BNC estime que près de 80 % des exportations canadiennes continueront de bénéficier d'une exemption tarifaire en vertu de l'ACEUM.⁴

Les économistes de la BNC et de Desjardins estiment que ces nouvelles mesures ralentiront la croissance économique sans provoquer de récession. Desjardins a

¹ Certaines étapes de réflexion, de structuration et de révision de cette Escale économique ont bénéficié de l'assistance de M365 Copilot. L'auteur demeure responsable du contenu, des analyses, des interprétations et des conclusions présentés.

²² Institut de la statistique du Québec, [Résultats de l'Enquête sur la population active pour le Québec](#)

³ Institut de la statistique du Québec, [Compte économiques trimestriels](#)

⁴ Banque nationale du Canada, [Commerce Canada-États-Unis : Les nouveaux droits de douane font monter les enjeux](#), 24 août 2026

d'ailleurs abaissé ses prévisions de croissance du PIB réel au Québec de 0,4 % à 0,2 % pour 2026 et de 1,4 % à 0,9 % pour 2027. L'institution prévoit un affaiblissement graduel du marché du travail avec un taux de chômage avoisinant 6 % jusqu'à la fin 2027.⁵

Le Québec demeure – avec l'Ontario et la Colombie-Britannique – l'une des provinces les plus exposées aux nouvelles mesures américaines en raison de l'importance de son secteur manufacturier et de son intégration au marché américain. Toutefois, à l'échelle macroéconomique, le principal risque semble moins provenir des tarifs eux-mêmes que de l'incertitude qu'ils entretiennent. En réduisant la prévisibilité de l'environnement d'affaires, cette dernière pourrait freiner les investissements et inciter les ménages à davantage de prudence dans leurs décisions de dépenses. Cela dit, cet effet macroéconomique relativement modeste masque des conséquences potentiellement importantes pour plusieurs entreprises et collectivités directement touchées par ces nouveaux droits de douane.

Santé financière des consommateurs

Dans des éditions précédentes de *L'Escale économique*, nous indiquions que l'incertitude économique se répercutait sur la confiance des consommateurs et des entreprises, et qu'elle pouvait entraîner une diminution de certaines dépenses chez les premiers ainsi que l'annulation ou le report d'investissements chez les seconds.⁶ La même logique s'applique au présent contexte.

Bien que plusieurs consommateurs aient adopté une attitude plus prudente à l'égard de leurs dépenses importantes, le niveau d'épargne accumulé depuis la pandémie demeure supérieur à celui observé avant celle-ci. Le taux d'épargne des ménages québécois atteignait 7,5 % au premier trimestre de 2026 comparativement à une moyenne pré-pandémique de 4,8 % (sur la période 2009–2019). Le marché du travail demeure également relativement solide, avec un taux de chômage de 5,6 % en juillet 2026 contre une moyenne pré-pandémique de 7,1 %.⁷ Cette situation devrait permettre à plusieurs ménages d'absorber les contrecoups du ralentissement économique.

Par ailleurs, les gouvernements ont annoncé plusieurs mesures afin d'atténuer les effets des nouvelles tensions commerciales. Le gouvernement du Canada a récemment présenté un ensemble d'interventions évalué à environ 7,5 G\$, comprenant notamment un soutien accru aux travailleurs touchés, des mesures de liquidité pour les entreprises et un fonds destiné à favoriser la diversification des

⁵ Desjardins, [Le conflit commercial s'intensifie entre le Canada et les États-Unis](#), 26 août 2026

⁶ Escales économiques du [29 janvier 2025](#) (retour de Trump), du [11 février 2025](#) (tourisme en temps troubles) et du [23 mai 2025](#) (incertitude et perspectives) et du [21 octobre 2025](#) (incertitude et perspectives – prise 2)

⁷ Institut de la statistique du Québec, [Principaux indicateurs économiques, Québec et Canada](#)

marchés d'exportation.⁸ De son côté, le gouvernement du Québec a notamment mis en place le programme FORCE, administré par Investissement Québec, ainsi qu'un nouveau volet tarifaire au Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) visant les entreprises affectées par les tarifs américains.⁹

Enfin, les investissements publics ont rarement été aussi importants, ce qui soutient l'activité économique malgré l'incertitude entourant les relations commerciales nord-américaines. En effet, la formation brute de capital fixe des administrations publiques a atteint 23,1 G\$ au Québec en 2025 (\$ enchaînés 2017), un sommet en près de 20 ans. Et si le rythme des investissements publics du 1^{er} trimestre de 2026 se poursuit, ce record sera battu en 2026.¹⁰ Pensons notamment à l'entente entre le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador concernant Churchill Falls, qui ouvre la voie à d'importants investissements énergétiques, ainsi qu'au récent contrat de construction navale annoncé à Lévis, lequel devrait générer des retombées importantes dans la région et chez plusieurs fournisseurs québécois.^{11,12} Ces projets s'ajoutent à de nombreux investissements déjà prévus dans les infrastructures, le transport et l'habitation. Ils soutiennent l'emploi, les revenus et la confiance des ménages et contribuent à limiter l'ampleur du ralentissement économique anticipé.

Achat local et désintérêt envers la destination américaine

L'intensification des tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis semble également raviver l'intérêt pour l'achat local, une tendance que nous avons déjà documentée dans une *Escale économique*.¹³ Au cours des derniers jours, plusieurs ont encouragé les consommateurs, les entreprises et les organisations publiques à privilégier davantage les produits et services canadiens et québécois afin de renforcer la résilience de l'économie.^{14,15} Pour l'industrie touristique, cette invitation trouve un écho particulier. Choisir une destination québécoise constitue une forme concrète d'achat local dont les retombées se répercutent directement dans les régions. Dans un environnement marqué par l'incertitude, cette tendance pourrait continuer à maintenir davantage de dépenses au Québec et à soutenir les entreprises d'ici.

⁸ Finances Canada, [Des mesures de soutien aux travailleurs et aux entreprises du Canada touchés par les droits de douane américains](#), 25 août 2026

⁹ Gouvernement du Québec, [Mesures de soutien aux entreprises québécoises touchées par l'imposition de tarifs douaniers américains](#), 22 août 2026

¹⁰ Institut de la statistique du Québec, [Principaux indicateurs économiques, Québec et Canada](#)

¹¹ Hydro-Québec, [Production d'énergie au Labrador : Hydro-Québec sécurise l'avenir énergétique du Québec](#), 17 août 2026

¹² Gouvernement du Canada, [Le premier ministre Carney annonce la signature du contrat de construction navale le plus important de l'histoire du Québec](#), 24 août 2026

¹³ Escale économique du 16 avril 2025 (achat local)

¹⁴ Radio-Canada, [Des appels à l'achat local partout au pays en raison de la guerre commerciale](#), 23 août 2026

¹⁵ La Presse, [Les épiciers signalent de nouveau les produits touchés par des droits de douane](#), 26 août 2026

L'autre tendance à surveiller est la poursuite du désintérêt d'une partie des Canadiens envers les voyages aux États-Unis, un désintérêt que nous avons également confirmé et chiffré dans des éditions précédentes de *L'Escale économique*.¹⁶ Les données frontalières publiées par Statistique Canada continuent de montrer un recul des déplacements de Canadiens vers le marché américain par rapport aux niveaux observés avant les tensions commerciales, alors que plusieurs indicateurs touristiques suggèrent une demande intérieure relativement soutenue.¹⁷ Destination Canada observe également que les voyageurs canadiens continuent d'accorder une importance accrue aux destinations nationales dans leur processus de planification.¹⁸ Sans que chaque voyage évité aux États-Unis se transforme automatiquement en séjour au Québec, cette réorientation d'une partie de la demande vers le Canada représente néanmoins un facteur favorable pour l'industrie touristique québécoise. Le contexte actuel pourrait ainsi continuer de soutenir les déplacements intraprovinciaux et interprovinciaux au cours des prochains mois.

Évolution de l'activité touristique

À l'échelle canadienne, les premières estimations pour 2026 laissent entrevoir un été dynamique, mais compte tenu des nombreuses perturbations géopolitiques, Destination Canada aborde le reste de l'année avec un optimisme prudent.¹⁹

Au Québec, les premiers signaux de l'été laissent entrevoir une saison favorable, particulièrement à Montréal et à Québec. Le bilan de mi-saison de Tourisme Montréal fait état d'une activité soutenue, tandis que les données disponibles pour Québec suggèrent des résultats supérieurs à ceux de 2025.^{20,21}

Toutefois, les données disponibles pour les six premiers mois de 2026 présentent des signaux contrastés quant à l'évolution de l'activité touristique au Québec.²²

- Sur la base des données provisoires du *module LASR* de Destination Canada, l'activité touristique aurait reculé au Québec au 1^{er} semestre (-4,4 % des dépenses des visiteurs), un recul qui serait généralisé sur l'ensemble des marchés : intraprovincial (-4,4 %), interprovincial (-1,0 %), américain (-8,6 %) et d'outre-mer (-4,2 %).

¹⁶ Escales économiques du [27 février 2025](#) (intentions suite aux menaces) et du [17 novembre 2025](#) (bilan estival et mécontentement)

¹⁷ Statistique Canada, [Dénombrement à la frontière : tableau de bord interactif](#), 20 août 2026

¹⁸ Destination Canada, Tourism Market Signals – May 2026 Monthly Report (confidential report), 4 août 2026

¹⁹ Destination Canada, Rencontre du Groupe de travail sur les communications institutionnelles, 27 août 2026

²⁰ Tourisme Montréal, [Bilan de mi-saison de Tourisme Montréal : la métropole sur une trajectoire record](#), 12 août 2026

²¹ Journal de Québec, [Tourisme dans la région de Québec : les premiers résultats de l'été dépassent ceux de 2025](#), 8 juillet 2026

²² Centre d'intelligence d'affaires en tourisme, Tableau de bord de l'industrie – Août 2026

- Les données *VisitorView* d'Environics Analytics sur le nombre de visiteurs au cours des six premiers mois de 2026 – qui auraient pu confirmer ce constat – ne sont malheureusement pas disponibles.
- Les données de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec* de l'ISQ sont plutôt positives pour le 1^{er} semestre de 2026. Le taux d'occupation des établissements hôteliers et des résidences de tourisme au cours des six premiers mois de 2026 (56,2 %) s'avère semblable au niveau observé en 2025 (55,5 %). Le nombre d'unités louées quotidiennement a augmenté de 1,2 % et le prix moyen de location a progressé de 5,0 % au cours de cette période.
- Les données du *Dénombrement à la frontière* de Statistique Canada indiquent une hausse de 3,5 % des visiteurs internationaux au cours des six premiers mois.
- Contrairement aux données LASR – qui indiquent un recul de 13,4 % des dépenses des visiteurs internationaux au cours du 1^{er} trimestre de 2026 – les données de l'*Enquête sur les voyages des visiteurs* de Statistique Canada mentionnent une croissance des dépenses des visiteurs internationaux au 1^{er} trimestre de 2026.

Somme toute

Au net, rien ne laisse présager un choc majeur pour l'industrie touristique québécoise. Bien que les perspectives économiques se soient assombries au cours des dernières semaines, plusieurs facteurs devraient continuer de soutenir la demande touristique au cours des prochains mois. Dans un contexte de croissance économique plus lente, le tourisme demeure ainsi bien positionné pour soutenir l'activité économique dans l'ensemble des régions du Québec.

Jean Laneville

Économiste, Centre d'intelligence d'affaires en tourisme